

Darshan S. Kang, député

Monsieur,

À votre attention au sujet de la réforme électorale

Premièrement, un peu d'information à mon sujet pour situer le contexte

1. Je suis un électeur et un contribuable de Skyview (ou des circonscriptions antérieures) depuis 1979;
2. à ce jour, je n'ai jamais eu besoin de demander l'aide du gouvernement fédéral ni d'entrer en rapport avec lui.
3. Je crois en l'autonomie et je me berce de la douce illusion qu'un gouvernement fédéral canadien plus petit, plus souple et plus efficace est possible.

Sur la réforme électorale

1. Pouvez-vous me dire, précisément, qu'est-ce que le système électoral à scrutin uninominal à majorité simple (SUMS) a enlevé aux Canadiens? Les gouvernements élus par SUMS ne m'ont jamais laissé tomber, j'ai seulement l'impression de payer une prime, mais je m'en accommode en tant que citoyen du meilleur pays au monde, le Canada. Pour moi, la réforme électorale n'est pas une priorité! Le SUMS a servi le Royaume-Unis, les États-Unis, le Canada, l'Inde et d'autres pays qui figurent parmi les acteurs mondiaux les plus solides depuis des siècles ou des décennies, ou qui le sont devenus. Il aurait fallu se poser cette question en premier (et j'estime qu'on ne l'a pas fait) et, assurément, communiquer la réponse avant de s'engager dans la voie actuelle. Pour ma part, j'ai besoin de preuves concrètes de la nécessité d'une réforme électorale et de la façon dont elle améliorera la vie pour les prochaines générations de Canadiens.
2. Pourquoi est-il urgent de prendre une décision sur le maintien du SUMS ou la sélection d'un autre système?
3. La possibilité d'un nouveau système qui donnerait lieu à un gouvernement de coalition dans lequel une frange minoritaire détiendrait peut-être la balance du pouvoir a toutes les caractéristiques d'un gouvernement qui prendrait des décisions douteuses ou fondées sur le compromis, qui serait moins efficace et plus lent et qui engendrerait un coût plus élevé pour les Canadiens que le système actuel, et ce ne serait pas une bonne chose.

Comme nous sommes déjà engagés dans la voie actuelle, voici quelques recommandations

1. Veuillez fournir ou publier un lien vers la charte de la réforme électorale (qui doit avoir été) préparée avant le lancement. Elle comprendrait les objectifs, les rôles et les responsabilités des intervenants, les hypothèses, les contraintes, l'analyse de rentabilisation ou le coût, les risques, etc.
2. Ralentissez le processus de réforme électorale et accélérez la réalisation des objectifs plus prioritaires et bénéfiques qui auront une incidence plus positive sur l'économie et le bien-être du Canada. Il est préoccupant de voir l'urgence de la réforme électorale, des décisions curieuses comme l'interruption de la navigation de pétroliers sur la côte Nord de la Colombie-Britannique et non sur la côte Est ou dans la baie de Fundy, une contribution de 800 millions de dollars au Fonds mondial de la santé tandis que nous vivons une crise de la santé et du logement des Premières Nations (et d'autres), l'approbation ou l'absence de réponse autorisant la ville de Montréal à déverser des millions de litres d'eaux usées non traitées dans le fleuve Saint-Laurent et la voie navigable et une culture de blocage et de tergiversation toujours plus évidente dans les processus d'approbation des oléoducs, le tout afin d'obtenir une « approbation sociale » en apparence tenue d'une petite minorité bruyante et bien souvent déraisonnable (peut-être financée par des intérêts étrangers). Un conseil : utilisez les ressources

disponibles de façon collective et travaillez fort pour sélectionner les grandes priorités nationales, puis faites en sorte qu'elles reçoivent le plus d'attention et d'énergie en premier, s'il vous plaît.

3. Poursuivez la consultation sur la réforme électorale et l'éventuelle sélection d'un système électoral de rechange (entre le vote préférentiel, la représentation proportionnelle, le système mixte avec compensation proportionnelle, le vote transférable, un autre système, ou une combinaison de systèmes) aux termes de longues discussions approfondies et communiquez à la grandeur du pays comment la décision a été prise, notamment en présentant les pour et les contre, des exemples et des scénarios hypothétiques établissant une comparaison avec le SUMS actuel.

4. Et permettez à l'électorat de voter (selon le SUMS + un autre système) aux prochaines élections fédérales générales prévues pour 2019 – (je présume que cela permettrait d'importantes économies par rapport à la tenue d'un référendum distinct).

Quelques considérations connexes qui méritent un examen (plus approfondi)

1. Vote obligatoire

2. Vote électronique (peut-être un ou deux jours le week-end pour plus de commodité pour la population) – avec le vote obligatoire et électronique, de nombreuses décisions pourraient être confirmées par tous les Canadiens de façon continue et faire taire ainsi les minorités de plus en plus mécontentes d'écologistes et autres minorités faisant la promotion ou tirant parti de hausses d'impôt qui ne seront probablement jamais satisfaites sur presque tous les enjeux, processus ou décisions. Tous devraient être entendus toutefois, pour le bénéfice de la majorité de Canadiens non politisés qui demandent simplement qu'on agisse enfin sur les enjeux nationaux vraiment prioritaires. Le vote électronique des députés pourrait ouvrir la porte à des votes moins alignés sur la discipline du parti et à plus de votes libres (comme celui sur le projet de loi sur l'aide à mourir qui a été approuvé de façon raisonnable, compréhensible et expéditive par tous les partis et les deux Chambres), bien que de l'extérieur, le vote ait l'allure d'un vote partisan (c.-à-d. mon voisin député et membre de mon parti s'est levé pour voter d'une façon, je vais simplement faire de même). Une réserve concernant le vote électronique : il réduirait encore les rapports personnels et communautaires que le vote au bureau de scrutin contribue à promouvoir.

3. L'application de la technologie disponible (ou nouvelle) pourrait être élargie de façon à ce qu'un député puisse tenir des conférences téléphoniques d'un ou de plusieurs endroits centralisés (disons Calgary/Sud de l'Alberta – peut-être à l'échelon provincial) afin d'exécuter la majorité de son travail à la Chambre et en comités et seulement se rendre à Ottawa pour, disons, un nombre limité de séances d'une semaine tout au long de l'année. Cela pourrait engendrer des économies, y compris en frais de déplacement et de subsistance des députés, et permettre au moins aux députés de l'Ouest de se rapprocher de l'électorat et d'offrir un meilleur accès à leurs électeurs et, sur le plan personnel, de réduire les déplacements, le stress, etc. La modernisation en cours de la Chambre des communes à hauteur de plusieurs milliards de dollars aurait peut-être pu être évitée (du moins en partie) avec plus de vision et des idées plus innovatrices sur la façon et l'endroit où les opérations du gouvernement sont menées dans ce vaste pays.

4. Âge minimum pour voter fixé à 16 ans pour les personnes qui présentent une déclaration de revenus fédérale. Si une personne paie de l'impôt, elle a un enjeu et un mot à dire sur son avenir.

5. Des remaniements des ministres du Cabinet sont peut-être justifiés avec les nombreux nouveaux députés et après maintenant presque une année au pouvoir. Il y aurait peut-être lieu d'évaluer et de réaffecter certains ministres (et d'autres députés) afin de mieux exploiter leurs capacités. Il y aurait peut-être lieu de confier certains rôles à des personnes plus chevronnées ou de réaffecter certains ministres en poste ou députés à l'échelon de secrétaires parlementaires afin de favoriser une culture et un environnement de mentorat. Si la parité des sexes, un objectif noble, en souffre, qu'il en soit ainsi. On ne devrait jamais miser sur la diversité simplement pour dire qu'une certaine forme d'égalité a été

atteinte. J'exige que les meilleures personnes, les plus intelligentes, capables de penser d'elle-même et chevronnées soient sélectionnées à partir du bassin de talents élus. Pour cette recommandation, vous devrez vous adresser au caucus libéral et au Premier ministre.

Monsieur le député Kang, je vous prie de me communiquer et de communiquer aux citoyens de Skyview les progrès et les détails, de préférence sur votre site Web. Membres du Comité, veuillez lire, étudier puis ajouter mes notes ci-dessus à votre dossier de participation d'intervenants accessible au grand public et cochez mon nom comme ayant été préalablement « consulté » sur la réforme électorale.

Je vous prie d'accepter l'expression de mes meilleurs sentiments et mes remerciements pour votre service,

Robert Pawson